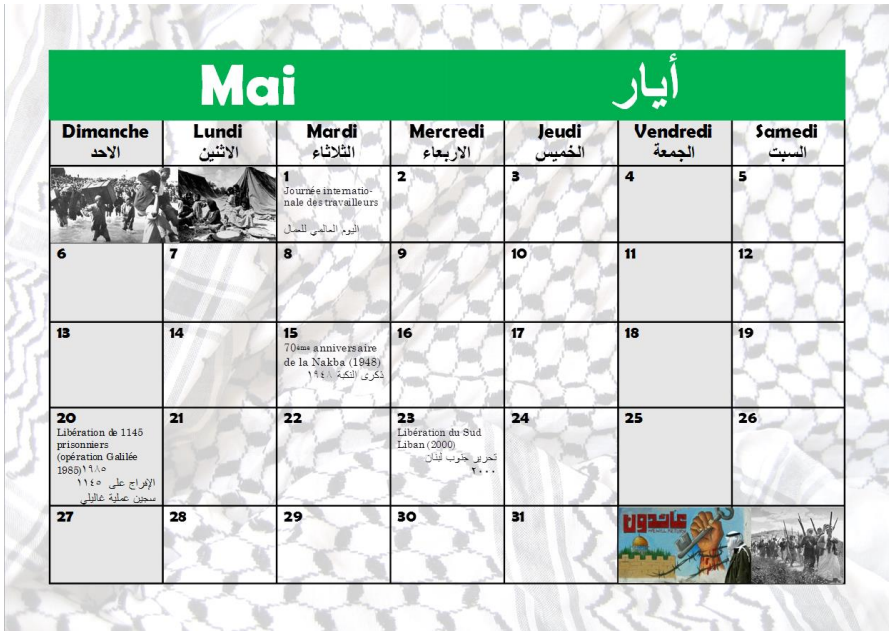
Calendrier Palestine Libre 2018 : « Dans le camp des réfugiés »

Le sionisme est un mouvement colonial et raciste, dont l’objectif premier est de vider la terre arabe de Palestine de son peuple autochtone. Ce processus d’épuration ethnique commencé dès l’installation des premières colonies juives au début du XXème siècle se poursuit toujours cent ans plus tard. Entre décembre 1947, date du vote à l’ONU du plan de partition qui décida du dépeçage de la Palestine, et l’armistice de juin 1949 qui « couronnait » l’occupation de 78% de la Palestine par les sionistes, 531 villages furent détruits et plus de 800 000 Palestiniens furent expulsés de chez eux par la force ou fuirent pour échapper aux bombardements et aux massacres. C’est la Nakba, la Grande Catastrophe pour les Palestiniens. L’immense majorité d’entre eux se réfugia soit dans les régions de Palestine non occupées par les sionistes, soit dans les pays arabes limitrophes. L’épuration ethnique fut de nouveau massive en 1967 lorsque toute la Palestine historique fût occupée par l’entité sioniste. 450 000 Palestiniens furent contraints à l’exil, dont la moitié, déjà réfugiés en 1948, furent expulsés une seconde fois.

Soixante-dix ans plus tard, aucun réfugié n’a pu rentrer en Palestine, bien que leur droit au retour soit inscrit dans la résolution 194 votée en 1949 par l’ONU. Les camps sont toujours là, bien vivants. Marqués par une très grande précarité économique et sociale, ils sont avant tout la preuve matérielle de la patrie volée, tout comme ils sont la mémoire et l’avenir de la Palestine. Hauts lieux de résistance et de contre-pouvoir, ce sont des espaces d’affirmation de l’identité palestinienne et de construction de sa société de demain. Sanctuaires du droit au retour, ils sont sans cesse soumis à destruction et leurs habitants massacrés ou renvoyés vers un nouvel exil. Mais réduits en poussière, ils sont sans cesse reconstruits.



Ainsi initialement créés pour gérer temporairement la question des réfugiés palestiniens sur le plan humanitaire, les camps sont aujourd’hui le symbole politique le plus durable de leur droit au retour. Ils doivent le rester tant que la Palestine ne sera pas libérée. Tous les réfugiés, quel que soit leur statut, restent déterminés à rentrer dans leurs foyers. Ce calendrier veut modestement contribuer à leur combat.

Comité Action Palestine (Octobre 2017)

Prix de vente : 5€ (+ frais de port). Pour le commander, télécharger le bondecommande2018 .

Par avance merci de votre soutien. L’argent récolté sera utilisé pour nos actions, notamment pour faire venir en France au printemps 2018, Kacem Aina, responsable de l’organisation palestinienne Beit Atfal al-Sumud qui oeuvre auprès des enfants et des familles dans les camps de réfugiés au Liban et organisateur de la commémoration annuelle des massacres de Sabra et Chatila. Une partie des fonds sert également à soutenir financièrement Georges Ibrahim Abdallah.

Hamdan Al Damiri : « Accepter ce « plan du siècle », ce serait encore des négociations sans fin, un piège, un Oslo-bis ! »

Hamdan Al Damiri est un intellectuel et militant palestinien. Réfugié, né dans un camp en Cisjordanie, il appartient à la gauche palestinienne et il est représentant de la communauté palestinienne en Belgique. Dans cette interview, il analyse minutieusement les causes qui modifient aujourd’hui durablement la géopolitique au Moyen Orient. Selon lui, la Palestine est sous la menace d’une nouvelle stratégie américaine. En perte d’influence au Moyen Orient en raison de leur échec en Irak et en Syrie notamment, les Etats-Unis préparent un nouveau plan pour regagner le terrain perdu. Dit le « plan du siècle », il consisterait à donner une légitimité aux Américains comme faiseurs de « paix ». Mais les

Palestiniens seraient encore une fois les dindons de la farce, puisqu'il est fort probable que ce plan a un agenda caché : faire traîner les négociations comme lors des Accords d'Oslo signés en 1993. Un Oslo-bis ferait peser une menace existentielle sur les Palestiniens, qui ont tiré des enseignements du passé et s'opposeront à toute politique impérialiste qui remettrait en cause les constantes du mouvement national palestinien.

Interview par Tayeb ElMestari

Quelle analyse faites-vous du processus de réconciliation en cours entre les différentes organisations palestiniennes ?

Ce processus a démarré en 2005 avec un accord conclu entre 13 mouvements palestiniens sur la base d'un texte proposé par la direction des prisonniers palestiniens. Intitulé la Déclaration des prisonniers et adopté par les organisations de la résistance, ce texte est l'émanation d'un consensus entre les différents mouvements représentés dans les prisons israéliennes et a permis de lancer des négociations inter-palestiniennes.

Ce texte fondamental aborde plusieurs points essentiels comme le rôle du mouvement national palestinien, les relations avec l'Etat occupant, c'est-à-dire Israël, le droit à la résistance du peuple palestinien, la reconstruction de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), etc. Les élections de 2006 dans les territoires occupés ont mis un coup d'arrêt à ce processus, en raison des conflits aigus entre les deux principales forces politiques, le FATAH et le HAMAS. En 2007, celui-ci prend le pouvoir dans la bande de Gaza par la force et expulse de ce territoire le FATAH.

Cette nouvelle situation a entraîné, jusqu'à aujourd'hui, l'ensemble du mouvement national palestinien, avec ses différentes composantes, dans une dynamique de division, impactant négativement la cause palestinienne, reléguée au

second plan au regard d’autres sujets tels que le terrorisme djihadiste au Moyen Orient.

La nouvelle donne régionale oblige les mouvements palestiniens à jouer la carte de la réconciliation, impulsée par l’Egypte. Grâce à la médiation égyptienne, le FATAH et le HAMAS sont parvenus à signer un accord au Caire qui ouvre les portes d’une nouvelle phase de rencontres, impliquant les deux principaux mouvements mais aussi les autres forces politiques de la résistance, la gauche palestinienne, les nationalistes arabes et le Djihad islamique.

13 mouvements palestiniens vont se retrouver de nouveau au Caire où il sera question de l’unité nationale palestinienne dans le cadre de l’OLP, considérée comme le cadre politique et juridique représentatif de l’ensemble du peuple palestinien. L’enjeu de ce dialogue entre Palestiniens est de remettre en selle l’OLP, qui ne joue plus son rôle décisionnel. Depuis les Accords d’Oslo en 1993, l’Autorité Palestinienne a pris le pouvoir aux dépends de cette organisation historiquement légitime.

La réconciliation palestinienne aura à terme deux effets politiques d‘une importance capitale. D’abord, la réalisation de l’accord inter-palestinien signifie la mise en place d’un nouveau gouvernement d’unité nationale. La deuxième tache est de reconstruire l’OLP et donc revoir la composition du Conseil national palestinien (CNP) qui en est l’organe le plus important, en fait le parlement du peuple palestinien. Cela suppose l’élection du conseil législatif palestinien dont les membres deviendront d’office les représentants des territoires occupés au sein du Conseil national palestinien. Les Palestiniens, qui sont à l’extérieur de la Palestine historique, pourront aussi élire leurs représentants au sein du Conseil national palestinien. Ces élections législatives se disputeront à la proportionnelle intégrale, le nombre de représentants sera fonction de voix obtenues par la liste de candidats. Dans les pays où les élections ne peuvent avoir

lieu, une alternative est prévue : un accord inter-palestinien désignera les membres représentatifs de la communauté palestinienne pour siéger au Conseil national palestinien.

Dans cette démarche de reconstruction de l'OLP, le Conseil national palestinien élira deux instances : le Conseil central, qui est un organe intermédiaire entre l'exécutif (Comité exécutif) et le législatif (le CNP), et la Direction palestinienne. En réalité, ce sera un retour au processus qui a prévalu avant Oslo, avec l'intégration de deux mouvements, le HAMAS et le Djihad Islamique qui n'en faisaient pas partie.

Dans ce processus, quel rôle peut jouer la résistance populaire ?

La résistance populaire est la manière dont les Palestiniens, dans leurs villes, dans leurs localités à l'intérieur des territoires occupés, s'expriment face à l'occupant. La résistance populaire est le seul moyen de faire reculer l'ennemi, le colon. Les négociations ne peuvent pas remplacer la résistance populaire. Le comité populaire agira de sorte que la résistance devienne le mode d'action principale des différentes organisations palestiniennes. Elle aura une influence considérable sur les décisions finales prises dans le cadre de l'OLP et ses différentes instances.

L'enjeu syrien semble décisif dans le remodelage politique de la région. Or, le régime se dirige vers une victoire. Quelles sont les raisons de cette victoire ? Quelles seraient les conséquences sur l'avenir de la Palestine et de la région en général ?

Selon les médias, les Syriens sont opposés au régime, mais en réalité ils sont divisés. Plus de 70 % de la population syrienne vit dans les zones contrôlées par le régime, c'est-à-dire dans les grandes villes. Cela signifie qu'une grande partie des Syriens soutient les forces légales. C'est le premier facteur de la victoire annoncée du régime syrien.

Le deuxième est à rechercher du côté des alliances nouées par l'Etat syrien. Celui-ci a des alliés qui ont soutenu l'armée syrienne dans la défense du territoire national. La Russie, l'Iran, le Hezbollah et quelques mouvements palestiniens ont apporté un soutien décisif aux forces légales du régime syrien. Cette alliance a permis de stopper la progression des groupes armés, appuyés et financés par les pays du Golfe et l'Occident.

Le troisième facteur, et non le moindre, est propre à l'opposition, notamment aux djihadistes provenant de partout dans le monde. Leur faiblesse est qu'ils sont très divisés car ils obéissent à des puissances étrangères dont les intérêts sont contradictoires. Ils n'ont pas de stratégie unique et claire. Face à eux, l'armée syrienne est unie et ses alliés, en concertation avec elle, ont une politique bien définie. Dans la guerre, il vaut mieux partir unis que divisés !
Enfin, un dernier facteur explique la victoire du régime syrien : l'évolution des positionnements des forces extérieures, parties prenantes dans la guerre. Le Qatar est en conflit avec certains pays du Golfe. La Turquie, qui joue un rôle important dans la région, s'oppose à l'Arabie saoudite en raison d'un conflit de leadership sur les musulmans sunnites. Ces raisons apportent un éclairage sur l'affaiblissement du camp anti-régime syrien.

Dans cette nouvelle configuration, on observe que la Russie gagne en influence dans la région, contrairement aux Etats-Unis, en net recul, car ils ont misé sur un plan qui a échoué sur le terrain. Depuis 2015, on assiste à un renversement des rapports de force, qui s'est confirmé en 2016 et débouche, peu à peu, en 2017 à la disparition totale de DAESH. Ce mouvement contrôlait quasiment la moitié de la Syrie (le centre et l'est du pays), mais aujourd'hui il n'a d'emprise que sur 10 % du territoire sur lequel il régnait en 2014-2015. D'ici à la fin de l'année, le régime syrien contrôlera 90 % de la Syrie. Il restera deux poches incontrôlées. Au nord de la Syrie,

l’organisation Al Nosra est présente dans la province d’Idlib, surtout dans la ville d’Idlib. Dans cette partie du territoire frontalière avec la Turquie, il y a la question Kurde. Soutenus par les Américains sur le plan militaire, les Kurdes constituent la dernière carte politique des Etats-Unis dans les futures négociations sur l’avenir de la Syrie. C’est un moyen de garder la main dans la région. Or, sur cette question, ils sont en totale contradiction avec la Turquie. Pour cette raison, le sort des Kurdes sera l’objet de négociations, notamment sur les dimensions culturelles et linguistiques. L’Etat syrien fera des concessions pour une solution qui envisagerait une autonomie pour les Kurdes, mais il n’acceptera en aucun cas un fédéralisme qui signifierait un séparatisme de fait.
Néanmoins, dans un futur proche, les affrontements auront lieu entre d’un côté, Al Nosra, et des groupes armés alliés, et, de l’autre, l’Etat syrien qui, probablement, en sortira vainqueur.

Il est question d’une nouvelle stratégie américaine, dite « plan du siècle » pour relancer les négociations entre les Palestiniens et l’entité sioniste. Qu’en est-il de ce plan ?

Annoncé depuis quelque temps, ce « plan du siècle » est lié aux conflits syrien et irakien. La stratégie américaine a échoué dans ces deux pays en dépit des moyens considérables mis à la disposition des groupes terroristes comme DAESH. En perte de vitesse dans la région, les Etats-Unis opèrent un changement stratégique : l’enjeu est de mettre un étouffoir sur la lutte de libération en Palestine. Autrement dit, il s’agit pour eux de « régler la question palestinienne ». Le « plan du siècle », proposé par les Américains et soutenu par l’Union européenne, consisterait, selon certaines informations délivrées par des diplomates, à reconnaître un Etat palestinien sur une partie de la Cisjordanie à laquelle sera ajoutée la bande de Gaza. Les pays européens et les Etats-Unis seraient donc prêts à reconnaître une Etat palestinien sur

environ 40 % du territoire de la Cisjordanie (en réalité des bouts de territoire morcelés) et les 400 km2 de la bande de Gaza ! Et il n'est pas question du statut de Jérusalem. Pourtant, l'essentiel des colonies construites depuis 1967 se trouvent autour de Jérusalem que l'Etat sioniste cherche à judaïser.

Mais les Palestiniens ont une certaine expérience des manœuvres occidentales. Avec les Accords d'Oslo, il y a eu des négociations sans fin, sans qu'elles aboutissent à quoi que ce soit. Bien pire, les négociations dans le cadre des Accords d'Oslo ont abouti à l'affaiblissement des Palestiniens et au morcellement des territoires et à leur colonisation accrue. Accepter ce « plan du siècle », ce serait encore des négociations sans fin, un piège, un Oslo-bis ! Si une partie de la nouvelle direction palestinienne risque d'accepter ce plan, l'ensemble du mouvement palestinien le refusera. Pour les Américains, il s'agit de « calmer le jeu » entre Palestiniens et Israéliens, surtout qu'une explosion populaire à Gaza est possible si le blocus perdure. Un scénario que les Américains redoutent.

Si ce « plan du siècle » ne sera pas accepté par les forces politiques palestiniennes, en revanche, certains Etats arabes le soutiendront. L'Egypte, qui joue le rôle de médiateur dans la réconciliation inter-palestinienne, le soutient. Les Saoudiens vont dans le même sens, ils pourraient même être les financeurs de ce « plan du siècle ».

Après le processus de réconciliation entre les Palestiniens, un nouveau conflit opposera dans la région les Palestiniens à ceux qui soutiendront ce plan.

Propos recueillis par **Tayeb El Mestari**

pour le Comité Action Palestine.

URL de cet article 32480
https://www.legrandsoir.info/interview-d-hamdan-al-damiri-acce

pter-ce-plan-du-siecle-ce-serait-encore-des-negociations-sans-fin-un-piege-un-oslo-bis.html

---

« Le droit à la résistance jusqu'à la libération de la Palestine » – Interview de Z. Nakhalé

« En 30 ans, notre mouvement s'est développé et consolidé, et nos moyens se sont accrus »

Résumé de l'interview de Ziyad Nakhalé, adjoint du secrétaire général du Mouvement du Jihad Islamique en Palestine

A l'occasion du 30ème anniversaire de la naissance du mouvement (1987 – 2017), la chaîne al-Mayadeen a mené une interview avec le dirigeant Ziyad Nakhalé, au cours de laquelle il a expliqué la position de son mouvement quant aux efforts de réconciliation entre le Hamas et le Fateh, au Caire, quant aux constantes et variantes pour le mouvement dans sa lutte et résistance contre l'occupation sioniste de la Palestine. Il a abordé le développement de son mouvement en 30 ans, et l'apport important de sa branche armée, les brigades al-Quds, dans la résistance aux agressions sionistes, que ce soit dans la bande de Gaza ou le reste du pays. Il a également dénoncé les tentatives de normalisation des relations entre des régimes arabes et l'entité sioniste.

Constantes et variantes :

Pour le Mouvement du Jihad islamique en Palestine, les constantes sont les principes du mouvement, depuis sa

naissance : la Palestine, du fleuve à la mer, est la patrie du peuple palestinien ; refus de reconnaître l'occupant, quelles que soient les pressions exercées ; l'unité du peuple palestinien, dans la patrie et l'exil ; le droit à la résistance jusqu'à la libération de la Palestine.

Quant aux variantes, ce sont les positions envers ce qui est proche de ces constantes et ce qui s'en éloigne. « Nous avons un réseau de relations avec des partis et des pays », en fonction de ce principe. « Notre position est claire, elle distingue entre l'ennemi et l'ami, et entre ceux qui sont avec ou contre la résistance ». Nous ne pouvons pas reconnaître les frontières de 67, même si d'autres les reconnaissent en tant que programme provisoire. D'ailleurs, ces frontières sont « une tromperie », et l'entité sioniste ne les accepte pas, puisqu'elle y a installé ses colonies. A la question de savoir si cette position de principe n'isole pas le mouvement du reste des formations palestiniennes, M. Nakhalé a répondu que le fait que son mouvement soit isolé à cause de son attachement aux principes de la lutte et de la résistance pour libérer la Palestine est plutôt un honneur. Car de qui ou de quoi est-on isolés ? « d'être au service de l'occupant, ou de nos principes ? »

Il est vrai que la situation actuelle est très difficile, mais le mouvement a déjà vécu des moments semblables, après les accords d'Oslo. Son fondateur et premier secrétaire général, le martyr dr. Fathi Shiqaqi, a été assassiné par le Mossad, et le mouvement, cadres, dirigeants et militants, ont été poursuivis, arrêtés et même tués, par ceux qui se sont installés sur un bout de la Palestine, après ces accords. Mais « nous avons maintenu nos principes et notre ligne » malgré les pressions et les conditions difficiles faites aux résistants. Aujourd'hui, le mouvement est beaucoup plus ancré dans la société palestinienne, partout en Palestine et dans le monde. « Nous sommes en meilleure position » qu'à l'époque des accords d'Oslo, et « nous avons des dizaines de milliers de

combattants ».

Quant aux Brigades al-Quds, la branche armée du mouvement, son développement est qualitatif, et quantitatif à la fois. Elles ont mené de grandes batailles en Cisjordanie, et aujourd'hui, elles sont incontournables dans la bande de Gaza. En Cisjordanie, la situation est difficile, à cause des arrestations et des poursuites par l'occupant et l'Autorité palestinienne à la fois, des militants du mouvement. Même les étudiants et les membres des associations de soutien aux familles des martyrs et des prisonniers sont poursuivis. Dans la bande de Gaza, la présence des Brigades est incontestable, elles ont mené des batailles contre l'occupant, et des centaines de martyrs sont tombés. Les moyens qu'elles possédaient en 2014 se sont plus que multipliés depuis, elles peuvent résister à toute agression et protéger la bande de Gaza. « Nous avons des capacités et des moyens », et « nous avons confiance dans nos capacités ».

Ordre d'assassiner dr. Ramadan Shallah

« Nous sommes un mouvement de résistance, des combattants », et le mouvement s'attend depuis sa naissance à être poursuivi par ceux qui soutiennent l'entité sioniste. Pendant 20 ans, dr. Ramadan a consolidé le mouvement en tant que secrétaire général, il a maintenu la vision claire du mouvement envers le conflit et le rôle des Palestiniens dans ce conflit, et ses cadres et dirigeants ont développé des capacités importantes. Le dirigeant du mouvement est non pas seulement recherché par le FBI, mais l'ordre fut donné de l'assassiner, à la différence de tous ceux qui figurent sur cette liste, parce qu'il a réussi à maintenir le cap et à multiplier les capacités du mouvement. Pour les ennemis de la Palestine, il est gênant. Il est visé par ceux qui veulent liquider la question palestinienne. En Cisjordanie, le mouvement vit des moments difficiles, il est visé à cause de sa ligne politique, ses principes et ses constantes, et des pressions sont exercées pour qu'il les modifie.

La réconciliation : les craintes

« Nous avons appelé et nous approuvons la réconciliation, afin de régler les problèmes humains et économiques » de la population dans la bande de Gaza, et pour rompre blocus « c'est le droit des gens ». La crainte exprimée par le mouvement concernant la réconciliation en cours au Caire, entre les mouvements Hamas et Fateh vient du fait d'abord que l'entité « israélienne » et les Etats-Unis l'ont approuvée et ont donné le feut vert, ce qui signifie que cette réconciliation est menée dans le cadre d'un projet américain, le projet appelé « règlement du siècle », qui est la liquidation de la question palestinienne.

Il y a la question des armes de la résistance, qui suscite la crainte. Pour le mouvement, la question ne doit pas être abordée, car la réconciliation concerne uniquement les questions humaines et économiques. Des voix se sont exprimées à ce sujet, disant vouloir en finir avec les armes de la résistance, mais au cours des discussions du mouvement avec l'Egypte, cette dernière avait assuré que ni la question de la résistance, ni ses armes, ne sont concernées par la réconciliation. « Pour notre part, nous ne remettrons pas les armes ! » La crainte vient aussi du fait que jusqu'à présent (10/10), le mouvement Hamas a fait des pas en direction de l'Autorité, mais cette dernière n'a encore fait aucun pas en direction de la bande de Gaza et de Hamas. Ce qui laisse croire que le prix à payer serait plus grand que ce le Hamas a déjà payé. Il a aussi la question du programme qui sera adopté par le gouvernement de l'Autorité : est-ce qu'il compte mener des négociations avec l'entité de l'occupation ? « Après avoir livré 80% de la terre de Palestine aux occupants, va-t-il négocier sur les 20% qui restent ? » C'est pourquoi il faut discuter entre Palestiniens pour adopter un programme unitaire, où il serait interdit de négocier par quiconque. Personne n'a le droit de négocier au nom du peuple palestinien. Ce n'est pas parce qu'une formation a mené une

résistance il y a 50 ans qu'elle a le droit de négocier au nom du peuple tout entier. « Si une partie des formations a changé de position, devons-nous changer la nôtre ? »

L'adjoint du secrétaire général du Mouvement du Jihad islamique en Palestine a réaffirmé la position du mouvement envers l'Autorité et les élections législatives ou présidentielles qui y sont organisées, qui est le refus de participer à toutes ces élections, car l'Autorité palestinienne issue des accords d'Oslo n'exerce aucune souveraineté sur la Palestine, elle sert plutôt à masquer l'occupation, cette autorité aide l'occupant, poursuit les combattants et ne protège pas le peuple palestinien. Quelles que soient les pressions exercées, passées ou futures, le mouvement ne participera pas aux élections organisées dans ce cadre.

La normalisation avec l'occupant : une menace et un crime

Il est vrai que le mouvement a publié un communiqué très fort, il a quelque temps, contre les Etats qui cherchent à normaliser leurs relations avec l'entité coloniale. « Notre position est très claire quant à la normalisation, nous la refusons absolument, et nous avons le droit de nous mettre en colère, en cas de normalisation », car le mouvement considère qu'il est du devoir des Etats arabes d'aider la Palestine et les Palestiniens, et non de leur donner des coups de poignard dans le dos. « Nous avons le droit de crier, car les Etats arabes ont des responsabilités envers la Palestine », et ces relations de normalisation avec l'occupant visent la Palestine et les Palestiniens. Pour le mouvement, qui se rapproche vers l'occupant, prend ses distances avec la Palestine.

Les Etats arabes ont une responsabilité envers la Palestine, et n'ont pas le droit de normaliser leurs relations avec l'entité sioniste. Ils doivent aider les Palestiniens à résister. Et parce que les relations du mouvement sont tributaires de la position des partis et Etats arabes envers

la Palestine et la résistance, le mouvement a des relations historiques avec le Hizbullah, au Liban, « avec qui nous sommes dans le même front, contre « Israël ».

La Palestine, 100 ans après Balfour – Conférence-débat avec Hamdan al-Damiri

vendredi 13 octobre, 20h,

le Comité Action Palestine vous convie à

une Conférence-Débat avec **Hamdan AL-DAMIRI**

Athénée municipal, Bordeaux. Tram A et B, arrêt Hôtel de ville

Hamdan al-Damiri est représentant de la communauté palestinienne en Belgique. S'étant rendu en Palestine très récemment, il nous présentera un témoignage direct de la situation et nous livrera son analyse des perspectives pour le mouvement national palestinien.

Il y a 100 ans, en 1917, la Grande Bretagne, par la voix de son Ministre des Affaires étrangères Arthur Balfour, se déclarait en faveur de l'établissement d'un foyer national juif en Palestine. A la fin de la première guerre mondiale, le dépeçage de l'empire ottoman fut une étape majeure de l'influence des puissances impérialistes au Proche et Moyen Orient. Cent après, que reste t-il des rapports de force qui ont conduit à la création par la force et la violence d'une entité coloniale en Palestine, à la dépossession du peuple palestinien et à sa transformation en une nation de réfugiés qui revendique toujours son droit à

l’autodétermination et au retour ? La situation actuelle est elle favorable à la réalisation des objectifs de la résistance ?

Au cours de cette soirée, Hamdan al-Damiri nous apportera son éclairage sur ces questions.

Liban, l’autre terre des martyrs

Calendrier Palestine Libre 2017 « Palestine, terre des martyrs »

Le Liban est la terre d’asile de près de 400 000 réfugiés palestiniens expulsés de leurs foyers en 1948 ou en 1967. La résistance palestinienne s’y installe à la fin des années 60, puis plus massivement après les massacres de Septembre noir en Jordanie. Face aux crimes de l’entité sioniste, tout comme dans la résistance, Palestiniens et Libanais sont intrinsèquement liés. Ces deux peuples et leurs combattants partagent le même destin.

Rendons hommage aux martyrs des organisations de la résistance tués lors des opérations héroïques menées en Palestine occupée. Les populations des camps de réfugiés et des localités libanaises, principalement au Sud, ont apporté leur soutien aux combattants et ont fait le sacrifice de leur vie lors des représailles de l’entité sioniste.

Vingt huit Palestiniens ont été assassinés par les milices chrétiennes libanaises le 13 avril 1975 à Ain El-Roumaneh, étincelle qui embrasa le Liban pour de nombreuses années de guerre civile.

Rendons hommage aux réfugiés palestiniens massacrés en 1976 par les phalangistes chrétiens, avec le soutien de l'armée syrienne, aux cours des sièges des camps de Dbayé, Jisr al-Basha, Nab'a et Karantina. Souvenons-nous du camp de Tal-al Zhataar, qui après 8 mois de siège, sera entièrement détruit et 2000 de ses habitants massacrés.

L'invasion israélienne du Liban en 1982 et les 22 années d'occupation au Sud ont tué 20 000 personnes.

N'oublions jamais les crimes des camps palestiniens de Sabra et Chatila, perpétrés les 16 et 17 septembre 1982 par les phalanges chrétiennes en collaboration avec l'armée sioniste, sous le commandement de Ariel Sharon. On parle de 3000 martyrs, hommes, femmes enfants, vieillards. Les forces israéliennes ont commis de nombreux autres massacres dans les villes et villages libanais. A Cana au Sud-Liban, le 18 avril 1996 puis de nouveau le 30 juillet 2006, près de 200 villageois ont péri sous les bombes sionistes.

Le sacrifice des combattants de la résistance, qui ont versé leur sang pour chasser l'occupant sioniste du Sud-Liban, éclaire le chemin de la libération de la Palestine. Rendons leur hommage.

Dalal al-Mugrabi, Shadi Anas, Hasan Hasanayn, Jihad Jibril, Hadi Nassralah ne sont que quelques-uns de ces centaines de martyrs palestiniens et libanais. Ne les oublions jamais.

Comité Action Palestine

Photo : le cimetière des Martyrs à Chatila – Liban (Comité Action Palestine)

Comme tous les cimetières nationaux, les cimetières des Martyrs sont les symboles de l'unité nationale, mais contrairement aux autres cimetières au Liban, et peut-être dans le reste du Moyen Orient, le cimetière des Martyrs de Chatila contient les dépouilles de Chrétiens, Musulmans et

Juifs, le seul critère pour être enterré là – et faire partie de la nation – étant simplement d'avoir combattu pour la cause nationale palestinienne. Ainsi, le cimetière des martyrs de Chatila accueille également les restes de combattants turcs, allemands, irlandais et iraniens. (Héros et martyrs de Palestine, la politique de commémoration nationale, Laleh Khalili).

« Arrêtez de dilapider notre cause » – Communiqué du Jihad islamique en Palestine

Communiqué du mouvement du Jihad islamique en Palestine – 25 septembre 2017

Dans un communiqué publié lundi 25 septembre 2017, le Mouvement du Jihad islamique en Palestine dénonce toutes les formes de normalisation et met en garde contre les appels à mettre fin au boycott de l'occupation.

« Nous avons suivi récemment les déclarations de responsables arabes par le biais desquelles ils tentent de « nouer des relations d'amitié » avec l'entité sioniste et d'afficher « leurs bonnes intentions », comme les déclarations du ministre des affaires étrangères saoudien qui a dit ne pas voir de justifications pour la poursuite du conflit arabo-israélien » ou l'appel du roi du Bahrayn à ne pas boycotter l'Etat de l'entité, dont les dirigeants s'activent à faire exploser la région dans son ensemble, à nourrir les divisions et à séparer des parties chères à notre monde arabe ».

Le communiqué poursuit : « Nous demandons à ceux qui se précipitent vers une paix avec l’entité sioniste et pour nouer des relations avec lui : n’est-il pas préférable et prioritaire d’afficher votre amitié et votre humanisme en éteignant les incendies que vous avez allumées, au sud et au nord, qui ont détruit les pays, incendié les patries et dispersé les humains ? Ou alors vous cachez votre politique honteuse et vos fautes en donnant satisfaction aux Etats-Unis, en demandant la propagation de la « paix » ? Ou bien est-ce les intérêts du trône, du pouvoir et du gouvernement qui priment devant les ambitions et les espoirs des peuples ?

« Au nom de tout Palestinien libre, qui refuse l’abandon de sa terre et des lieux saints, nous vous disons : arrêtez de dilapider notre cause. Si vous êtes incapables de vous tenir auprès de notre peuple et de soutenir son droit à la résistance, et sa lutte pour recouvrer ses droits, ne lavez pas les mains de l’ennemi, ensanglantées par ses meurtres et ses tueries, en vous précipitant vers lui et en normalisant vos relations avec lui. Les générations futures ne pardonneront pas, comme elles n’oublieront pas. Par la permission de Dieu le Très-Haut, viendra le jour qui témoignera de la concrétisation du vrai, et où sera vengée chaque goutte de sang versée du fait des envahisseurs sionistes, dans le cadre du silence arabe et de la complicité internationale ».

« Notre peuple et toutes ses forces vives continueront à lever la bannière de la défense de la terre bénie de la Palestine, d’al-Quds et de la mosquée al-Aqsa, et ce malgré les événements difficiles vécus par la région, et malgré les complots et les alliances haineuses des forces oppressives contre notre nation, notre peuple et notre cause ».

بسم الله الرحمن الرحيم

بيان صحفي

ندين كل أشكال التطبيع ونحذر من دعوات إنهاء مقاطعة الاحتلال

تابعنا في حركة الجهاد الإسلامي في فلسطين، مؤخراً تصريحات عدد من المسؤولين العرب التي حاولوا من خلالها « التودد » للكيان الصهيوني وإظهار « حسن نواياهم » تجاهه. من تصريحات وزيرٍ خارجية السعودية عادل الجبير التي قال فيها: أنه « لا يرى مبرراً لاستمرار الصراع العربي الإسرائيلي »، إلى دعوة ملك البحرين لعدم مقاطعة دولة الكيان، التي يسعى قادتها لتفجير المنطقة برمتها وتغذية الانقسامات وفصل أجزاء عزيزة من عالمنا العربي!

إننا نسأل أولئك المتهافتين على الصلح مع الكيان الصهيوني وإقامة العلاقات معه : أليس الأجدر والأولى إظهار مودتكم وإنسانيتكم لإطفاء الحروب التي أشعلتموها جنوباً وشمالاً فدمرت البلاد وأحرقت الأوطان وشردت الإنسان؟!! أم أنكم تسترون عوار سياساتكم وخطاياكم باسترضاء أمريكا طلباً لنشر « السلام »؟! أم هي مصالح العرش والحكم والسلطة المقدمة على تطلعات الشعوب وأمانيها..؟!

إننا باسم كل فلسطيني حر يرفض التفريط في أرضه ومقدساته نقول لكم: كفوا أيديكم عن العبث بقضيتنا ، وإذا كنتم عاجزين عن الوقوف مع شعبنا وإسناد حقه في المقاومة والنضال لاستعادة حقوقه ، فلا تغسلوا أيدي العدو الملطخة بجرائم قتله وذبحه عبر سياسات الهرولة والتطبيع, فالأجيال لن تغفر ولن تنسى، وبإذن الله تعالى سيأتي اليوم الذي يكون شاهداً على إحقاق الحق ودفع ثمن كل قطرة دم سفكها الغاصبون الصهاينة في ظل الصمت العربي والتواطؤ الدولي. وسنبقى مع شعبنا وكل قواه الحية نرفع لواء الدفاع عن أرض فلسطين المباركة وعن القدس والمسجد الأقصى المبارك رغم كل الظروف الصعبة التي تمر بها المنطقة ورغم كل المؤامرات وتكالب القوى الظالمة على أمتنا وشعبنا وقضيتنا.

المكتب الإعلامي

لحركة الجهاد الإسلامي في فلسطين

الاثنين 5 محرم 1439ه، 24/9/2017م

« De 1917 à 2017, les 100 ans de la déclaration de Balfour : le déclin tendanciel de l’impérialisme occidental » par Tayeb El Mestari

écrit pour le journal libanais Al Akhbar, 15 septembre 2017

Tayeb El Mestari

La première ministre britannique Theresa May a invité son homologue israélien Benyamin Nétanyahou à célébrer, le 2 novembre 2017, le centenaire de la déclaration de Balfour et a rejeté la demande d’excuses formulée par les dirigeants palestiniens pour cette déclaration, qui est à l’origine de la création de l’Etat d’Israël. En effet quelques semaines avant la fin de la première guerre mondiale, le ministre des Affaires Etrangères de la Grande Bretagne, Arthur Balfour, se déclara officiellement en faveur de l’établissement d’un foyer juif en Palestine :

« …Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l’établissement en Palestine d’un Foyer national pour le peuple juif, et il emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui porte atteinte aux droits civils et religieux des communautés non juives de Palestine ainsi qu’aux droits et aux statuts politiques dont les Juifs jouissent dans les autres pays.»

La colonisation de la Palestine a été un enjeu central du partage du Moyen-Orient entre la Grande Bretagne et la France. Cette promesse a été faite aux juifs, dans le cadre du « dépeçage » du moyen Orient, négocié entre la grande Bretagne

et la France, lors des accords secrets dits Sykes-Picot (1916), projet rendu définitif à la conférence de San Rémo (1920) et entérinés par la Société des Nations en 1922. La première guerre mondiale fut une « guerre de rapine » entre les grandes puissances d'alors : Au Moyen Orient la France obtient un mandat sur le Liban et la Syrie alors que la Grande Bretagne met la main sur l'Irak et la Palestine. La promesse faite aux juifs a été tenue, celle faite aux Arabes (un Etat en échange de leur ralliement contre l'empire ottoman), ne s'est pas concrétisée.

Dans l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme, Lénine observe que la première guerre mondiale a été l'apogée de la lutte entre pays capitalistes pour la conquête des territoires. Aucun pays n'échappe à leur domination et le seul changement possible, selon lui, est que les « possessions » pourraient changer de « maître ». Le processus historique lui a donné raison sur ce point. Les Etats-Unis sont devenus depuis la seconde guerre mondiale le « maître » du monde. Mais le mépris de Theresa May envers les Palestiniens est-il le reflet d'une domination totale et inchangée de l'Occident dans cette région depuis 100 ans ?

De nombreux observateurs s'accordent sur le constat que l'impérialisme a connu une profonde mutation. Il est affaibli en raison de plusieurs facteurs, notamment l'émergence de puissances tel que l'Iran ou la Turquie et de la résistance populaire comme en Palestine. Analysant les ressorts de l'affaiblissement du sionisme, comme prolongement de l'impérialisme dans la région, l'intellectuel Mounir Chafik considère que « le leadership israélien actuel n'a pas de vision, il est décrédibilisé, faible et incomparable avec le leadership à l'origine de la création d'Israël…L'armée israélienne est une armée qui ne se bat plus, elle a été vaincue au cours de quatre guerres, et s'est progressivement transformée en forces de police ». Pour illustrer cette évolution en profondeur de la société coloniale, Mounir Chafik

donne cet exemple éclairant : « Un jeune palestinien de 48 a tué deux israéliens lors d'une opération à Tel Aviv. Il a fui et s'est caché pendant une semaine, moment durant lequel la vie s'est arrêtée à Tel Aviv. Les israéliens n'osaient plus sortir, jusqu'à ce que des forces de l'occupation le retrouvent et le tuent dans son village ».

Au-delà de cette évolution marquante, la tendance à l'affaiblissement de l'impérialisme s'explique par les mécanismes internes du capitalisme. Dans l'ouvrage précité, Lénine montre que la stratégie de conquête territoriale, dès la fin du XIXème siècle, a reposé sur cette idée formulée par un richissime banquier Anglais : « L'empire, ai-je toujours dit, est une question de ventre. Si vous voulez éviter la guerre civile, il vous faut devenir impérialistes ». En d'autres termes, les impérialistes ont ingénieusement crée un consensus interclassiste, en distribuant une petite partie du pillage des colonies aux classes sociales exploitées et paupérisées. Le propos du banquier anglais est amputé du deuxième aspect de la dialectique impérialiste : pour consolider l'empire, il fallait neutraliser les contradictions internes en fabricant une solidarité de classes contre-nature. Or, ce consensus se fissure aujourd'hui en raison du retour de la question sociale en Europe et aux Etats-Unis. Les élections présidentielles et législatives d'avril et juin 2017 en France ont révélé des tensions sociales et politiques qui se sont exprimées à travers un abstentionnisme massif et un vote de classe « anti-système ». L'Angleterre, sous l'effet du vote populaire et d'une partie de la bourgeoisie, a été contrainte de quitter l'Union européenne. Aux Etats-Unis, la paupérisation du « petit blanc » et les contradictions au sein même des classes dominantes constituent les facteurs déterminants de l'arrivée de D. Trump au pouvoir. Les tensions au sommet de l'Etat américain montrent que les classes dirigeantes parviennent difficilement à établir un consensus et à suivre une stratégie claire.

Partout, le Capital profite de la conjoncture défavorable aux salariés pour exercer une pression à la baisse sur les salaires. La « politique du ventre » et le consensus historique entre les classes ont atteint leurs limites depuis les années 1970. Cette situation interne aux pays occidentaux a des effets politiques, qui pourraient déboucher, à terme, sur une crise de légitimité de ces Etats. La crise financière de 2008 rappelle que les bases infrastructurelles du modèle occidental sont fragiles. L'effondrement global devient aujourd'hui une hypothèse réaliste. L'homme occidental repu et engourdi, sans vitalité subversive, que le philosophe Herbert Marcuse dénonce dans les années 1960, n'est plus une réalité tangible. De nouvelles forces de fracture remettent en question la tranquillité bourgeoise des démocraties occidentales. De fait, les pays capitalistes dominants sont aujourd'hui confrontés à un double défi : la dégradation politique interne et l'impératif de conquérir chaque jour de nouveaux marchés, alimentant une guerre économique intense entre eux. Cette nouvelle phase du capitalisme explique l'ingérence occidentale brutale, tous azimuts, malgré les risques d'entropie.

C'est pour cette raison que l'intellectuel engagé Noam Chomsky analyse la sauvagerie impérialiste, c'est-à-dire l'emploi de la force à outrance, comme une stratégie contre-productive et irrationnelle, parfaitement illustrée par le comportement israélien contre la flottille turque pro-Gaza en 2012 : « Les États ne se conduisent pas nécessairement de façon rationnelle, et Israël devient très irrationnel, paranoïaque, et ultranationaliste. Prenez le cas de l'attaque contre la flottille. C'est un acte complètement irrationnel. Ils pouvaient neutraliser les bateaux s'ils l'avaient voulu. Attaquer un bateau à pavillon turc et tuer des Turcs c'est à peu près la chose la plus folle qu'ils puissent faire d'un point de vue stratégique. La Turquie est depuis 1958 leur allié de prédilection dans la région. Attaquer votre meilleur allié dans la région sans aucune raison est complètement fou.

» Cela signifie-il que l’impérialisme est sur son lit de mort ?

Il est encore trop tôt pour le dire, mais la résistance populaire et le processus d’autonomisation en cours des sociétés du Moyen Orient exercent une pression sur les contradictions internes de l’impérialisme dont l’affaiblissement structurel n’est certes pas la fin de l’Histoire mais la fin d’une histoire, celle d’un Occident omnipotent. L’arrogance de Theresa May est en trompe l’œil.

http://al-akhbar.com/node/283289

source photographique : (AFP/THE NATIONAL ARCHIVES UK)

Septembre noir : la résistance sous le feu du régime jordanien

Calendrier Palestine Libre 2017 : « Palestine, terre des martyrs »

Après l’occupation de toute la Palestine par les sionistes en juin 1967, la résistance palestinienne se réfugie à l’Est du Jourdain pour y organiser les attaques contre l’armée coloniale. Au quotidien les fedayins traversent le fleuve pour harceler l’occupant et lancer des opérations de guérilla sur tout le territoire de la Palestine. En Jordanie la résistance armée se renforce et compte jusqu’à 20000 combattants entrainés et autant de résistants potentiels dans les camps et les organisations de jeunesse. La force de cette résistance est symbolisée par la victoire de Karameh le 21 mars 1968, où

400 fedayins repoussent victorieusement 10 000 soldats de l'armée d'occupation. Les 150 martyrs de cette bataille symbolisent le renouveau de la dignité arabe après la défaite de 1967.

La révolution palestinienne menace non seulement les sionistes, mais également le pouvoir jordanien considéré comme le maillon faible de l'axe arabe de la confrontation contre Israël. Ce dernier met alors tout en œuvre pour désarmer la résistance et tenter de la discréditer en infiltrant ses rangs et en provoquant des heurts entre les fedayins et les autorités. Alors que les opérations de résistance, telles que les détournements d'avion, deviennent de plus en plus spectaculaires, le gouvernement d'Amman intensifie la répression. Dès novembre 1968, l'armée jordanienne attaque des camps de réfugiés palestiniens. Elle y fait des centaines de martyrs comme en juin 1970 dans le camp de Wahadat. L'acceptation par l'Egypte et la Jordanie d'un plan américain de reprise des relations avec l'entité sioniste sur la base de la résolution 242 envenime encore plus la situation.

Le 17 septembre 1970 au matin, l'armée jordanienne lance officiellement l'attaque contre la résistance palestinienne à Amman et dans tous les camps de réfugiés. Les massacres dureront plusieurs semaines et le nombre de martyrs s'élève, selon les sources, entre 3500 et 15 000 morts palestiniens. Personne n'intervient vraiment pour stopper la boucherie. Un accord oblige alors la résistance palestinienne à concentrer ses forces dans le Nord du pays, prélude à la bataille ultime menée par le gouvernement jordanien pour l'élimination totale des fedayins de son territoire. Elle débute le 13 juillet 1971. En quelques jours l'armée royale écrase 3000 combattants palestiniens, faisant au moins 1000 martyrs, dont **Abu Ali Iyad** l'un des principaux chefs de la branche armée du Fatah.

Le Martyr **Abu Ali Iyad** symbolise toute la détermination du peuple palestinien pour poursuivre son combat et sa révolution jusqu'à la libération de la terre de Palestine et au retour

des réfugiés, peu importe que l’ennemi soit directement l’entité coloniale sioniste ou les régimes arabes liés à l’impérialisme.

Que son nom reste dans nos mémoires au nom de tous les Martyrs de cette lutte sur le sol jordanien.

Comité Action Palestine

Tombés loin de leur terre

Calendrier Palestine Libre 2017 : « Palestine, terre des martyrs »

Qu’il soit intellectuel, diplomate, leader politique, tout Palestinien devient une cible pour l’ennemi sioniste et le Mossad, avec ses escadrons de la mort, traque les résistants palestiniens partout dans le monde. On ne peut oublier le célèbre écrivain porte parole du FPLP, **Ghassan Kanafani**, abattu avec sa nièce de 17 ans en 1972 à Beyrouth à l’âge de 36 ans, ni le caricaturiste **Naji al-Ali** assassiné en 1987 à Londres. Si bon nombre de ces crimes ont été commis dans des pays arabes, notamment à Beyrouth, Dubaï, Tunis ou en Egypte, l’Europe fut également le théâtre de nombreux assassinats, à Rome, Athènes, Londres, Bruxelles, en Allemagne…Dans la seule ville de Paris, de 1972 à 1982, on compte 7 meurtres de Palestiniens connus, parmi lesquels le représentant de l’OLP en France, **Mahmoud Al Hamchari**, victime à 33 ans d’un attentat à la bombe en 1972. Dernier en date de cette longue liste de Palestiniens traqués et abattus par le Mossad, **Omar Nayef** qui fut assassiné début 2016 dans les locaux de l’ambassade de Palestine en Bulgarie.

Rien n’arrête les services secrets sionistes pour éliminer les résistants palestiniens : attentats à la bombe, empoisonnements, enlèvements, vols de passeports…Et toujours dans l’impunité, quand ils ne bénéficient pas de complicités et du silence dans les pays où ils commettent leurs crimes.

Malgré ce déploiement de moyens et les soutiens extérieurs qu’il reçoit, le Mossad n’est pas infaillible : au lourd bilan de ses crimes, s’ajoutent toutes les tentatives manquées d’enlèvements et d’assassinats. Une des plus spectaculaires reste celle menée en 1997 en Jordanie contre Khaled Mechaal, un des responsables du Hamas. Victime d’une tentative d’empoisonnement, il ne doit la vie qu’à des maladresses des agents du Mossad et à la réaction du roi Hussein exigeant et obtenant du gouvernement sioniste l’antidote. De même, lors de l’assassinat de **Mahmoud Al Mabhouh**, un cadre du Hamas, début 2010 dans un hôtel de Dubaï, le Mossad commet des erreurs telles qu’il ne peut plus camoufler ses crimes aux yeux du monde.

Mémoire, respect et honneur à tous ces martyrs palestiniens forcés à l’exil ou partis hors de Palestine pour porter au monde la voix de la Résistance.

Comité Action Palestine (août 2017)

Gaza la Résistante

Calendrier Palestine Libre 2017 : « Palestine, terre des martyrs »

Depuis 2005, l’Etat sioniste mène, tous les 2 ou 3 ans, une

guerre sans merci aux Palestiniens à Gaza. A chaque guerre, le bilan humain et les destructions matérielles sont très lourds. Le prétexte est toujours le même, l'entité sioniste prétend riposter aux roquettes palestiniennes alors qu'elle bombarde et assassine sans cesse des résistants.

Le 27 décembre 2008, plus de cinquante chasseurs F16 bombardent Gaza. L'attaque dure trois semaines et fait 1330 martyrs palestiniens. L'armée sioniste cible les écoles, les hôpitaux et même les convois humanitaires. La résistance fait face avec courage et détermination. Des membres importants du Hamas sont tués durant les opérations : les généraux **Tawfik Jaber** et **Salah Abu Shrakhet**, le ministre de l'Intérieur **Saïd Seyam**, le commandant **Abou Zakaria Al Djamal** et le cheik **Nizar Rayyan** dont les enfants périssent aussi. Le Jihad islamique perd **Wajih Mushtahi**, et plusieurs autres membres des brigades Al Quods, sa branche armée. Les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa confirment la mort d'**Ali Hijazi.**

Le 14 novembre 2012, **Ahmed Jaabari,** important responsable militaire et politique est tué dans sa voiture à Gaza par un missile israélien. C'est le début d'une nouvelle offensive militaire qui dure 7 jours. Elle fait 162 martyrs dont au moins 26 enfants. Quatre-vingt onze combattants palestiniens sont tués, dont **Khamer Hamri**, commandant de l'unité de roquettes du Jihad islamique et plusieurs responsables du Hamas dont **Ahmed Abu Jalal Sheir Khaled**, **Mohammed Kalav**, **Osama Kadi**, **Yahiya Abiya.** Un accord de cessez- le-feu est signé le 21 novembre sans que les sionistes aient pu faire plier la résistance. En 2012 comme en 2009, les opérations terrestres sont stoppées rapidement et avec succès par les combattants palestiniens. Israël n'a atteint aucun de ses objectifs militaires stratégiques, en particulier le démantèlement de la résistance.

Le 1er juillet 2014, un enfant palestinien, **Mohammad Abou Khdeir**, est brulé vif par des colons. En réaction à ce crime,

la résistance palestinienne procède à des tirs de roquettes sur des villes israéliennes. Le 8 juillet, les sionistes attaquent de nouveau Gaza. Les bombardements font 240 martyrs dès le premier jour, visant les quartiers les plus peuplés pour semer la terreur. Une fois de plus, dans cette guerre asymétrique, rien n'est épargné par les bombes de l'occupant sioniste : habitations, mosquées, hôpitaux, résidences pour handicapés, etc. En six semaines, il y a 2310 victimes palestiniennes dont 302 femmes et 530 enfants. Quatre jeunes garçons de 9 à 12 ans **Ayed, Zakaria, Ramez et Mohammed**, tous de la famille **Baker**, sont tués alors qu'ils jouaient au ballon sur une plage. Ils deviennent le symbole des victimes civiles palestiniennes de cette guerre.

La résistance mène alors des contre-attaques efficaces avec des centaines de tirs de roquettes sur les principales villes, semant la panique parmi les colons. Le 21 août, trois importants commandants des brigades Ezzeddine Al-Qassam sont tués à Raffah lors d'un raid israélien : **Mohammed Abou Shamalla**, « héros de l'intifada», **Raed Al-Atar**, commandant de brigade et **Mohamed Barhoum.**

Après 50 jours de combat, l'entité sioniste est acculée à réclamer un arrêt des hostilités. La résistance a infligé à l'occupant de lourdes pertes humaines et économiques, en semant le doute et la peur chez les colons. Gaza la déshéritée a mis à genoux l'ennemi sioniste et, avec lui, toute la puissance occidentale.

Comité Action Palestine (juillet 2017)

photo : Gaza : Symbol of resistance by Joyce Chediac